

Peut-on encore parler d'effort ?

Publié le 29 juillet 2026

À qui demande-t-on encore l'effort aujourd'hui — et surtout à qui le demande-t-on le plus ? L'effort occupe une place centrale dans nos sociétés. Depuis toujours, il est associé au mérite, au progrès et à l'émancipation. Travailler, étudier, persévérer : autant d'exigences présentées comme les conditions nécessaires d'une vie meilleure, pour les individus comme pour les collectivités. Pourtant, dans nos démocraties contemporaines, une inquiétude grandit.

Beaucoup ont le sentiment de devoir fournir toujours plus d'efforts, sans que ceux-ci garantissent réellement davantage de stabilité, de reconnaissance ou de perspectives. Et tous ne se sentent pas égaux face aux efforts constamment demandés par la société et par les politiques. « La plus grande récompense de nos efforts n'est pas ce qu'ils nous rapportent, mais ce qu'ils nous permettent de devenir », écrivait John Ruskin. Pas sûr que les plus jeunes se reconnaissent dans cet adage, eux qui se considèrent souvent comme une génération sacrifiée à qui on demande de financer, patienter, s'adapter, sans leurs promettre de réelles perspectives en retour.

Tous inégaux face à l'effort ?

Dans un environnement international de plus en plus incertain, et face à la succession de crises diverses et variées, la France traverse une période difficile. La dette se creuse, le pouvoir d'achat stagne, l'insécurité et la grogne sociale grandissent et on entend des bruits de bottes pas très loin de nos frontières. Face à cela, depuis la pandémie, les gouvernements successifs demandent tous des efforts aux Français. Dans les colonnes du Figaro, le directeur général de la Banque publique d'investissement, Nicolas Dufourcq, va même jusqu'à écrire que dix ans d'austérité et d'efforts seront sans doute nécessaires. Mais l'effort n'est pas demandé de manière égale. Les Français ont de plus en plus le sentiment qu'il est injuste, car inégalement réparti. Certains semblent protégés, tandis que d'autres supportent l'essentiel des contraintes : salariés précaires, classes moyennes, soignants, enseignants, agriculteurs et tout particulièrement les jeunes entrant sur le marché du travail. Ce qui frappe surtout, c'est la transformation du mot « effort ». Pendant longtemps, il désignait un sacrifice ponctuel au nom d'un objectif collectif : reconstruire, moderniser, sortir d'une crise. Désormais, l'effort cesse d'être porteur d'émancipation et devient parfois synonyme d'usure. Il devient une condition permanente pour simplement rester à flot. On demande d'être plus flexible, plus mobile, plus performant, plus disponible — parfois sans que les protections, les salaires ou la reconnaissance suivent. Lorsque le sacrifice devient structurel plutôt que temporaire, la légitimité du discours sur l'effort s'affaiblit. Enfin, l'absence d'horizon collectif nourrit le découragement. Les générations passées acceptaient souvent les difficultés, parce qu'elles croyaient à un progrès futur. Aujourd'hui, les crises climatiques, économiques ou sociales rendent l'avenir plus incertain. Sans perspective claire, l'effort risque de devenir une injonction vide, incapable de mobiliser durablement les individus. Il y a aussi un paradoxe contemporain : les discours publics célèbrent le mérite et la résilience, mais beaucoup ont le sentiment que l'effort ne garantit plus vraiment l'amélioration de leur condition. C'est peut-être là que naît une grande partie du malaise actuel : non pas le refus de l'effort, mais l'impression qu'il est devenu asymétrique, sans contrepartie claire, et parfois sans horizon collectif partagé.

La jeunesse, une génération sacrifiée ?

La jeunesse actuelle est-elle vraiment une génération sacrifiée au profit des plus âgés, des boomers notamment souvent accusés de tous les maux ? Financement des retraites, poids de la dette, coût du changement climatique. Les jeunes générations ont souvent le sentiment que tout repose sur leurs épaules, sans contrepartie. Ce sentiment vient de plusieurs constats très concrets : accéder au logement est de plus en plus difficile ; les études durent plus longtemps et coûtent plus cher ; l'entrée dans l'emploi stable est plus tardive ; les protections sociales nées dans l'après-guerre ne sont plus adaptées ; etc. En parallèle les jeunes considèrent que les générations plus âgées — surtout les baby-boomers — ont bénéficié d'un contexte exceptionnel : plein emploi, immobilier moins cher, ascension sociale plus rapide, etc. Les crises favorisent l'émergence d'un discours selon lequel le conflit des générations aurait remplacé la lutte des classes. Mais attention toutefois à ne pas emprunter des raccourcis trop rapides, qui faussent l'analyse. Comme le souligne Hippolyte d'Albis, dans son livre « Économie des âges de la vie. En finir avec la guerre des générations », l'idée d'une jeunesse sacrifiée est loin d'être nouvelle. Déjà, en 1836, Musset trouvait qu'il était « venu trop tard dans un monde trop vieux » et « une analyse des tendances économiques sur une longue période ne permet pas de conclure que les jeunes d'aujourd'hui sont défavorisés par rapport aux jeunes d'hier. Ils vivent dans une société plus riche, plus éduquée et dans laquelle on vit beaucoup plus longtemps ». « Penser les générations, plutôt que de les opposer », c'est à cela que nous invite Hippolyte d'Albis. Pour lui, aucune génération n'a été lésée par rapport à ses parents ou grands-parents, le progrès a été continu grâce à la dynamique économique. L'âge ne résume pas à lui seul les inégalités, le patrimoine, le milieu social et le niveau d'études comptent aussi énormément et, parmi les seniors, il y a aussi beaucoup de précaires. Il n'empêche que le sentiment qu'ont les jeunes, que c'est à eux qu'on demande l'essentiel des efforts, est bien réel, d'où l'importance de leur donner des perspectives en préparant les transformations futures, plutôt qu'en préservant à tout prix l'existant.

Protéger vs préparer

La France est historiquement un pays qui protège davantage qu'un pays qui prépare. Le modèle français s'est construit autour d'une idée forte : amortir les chocs sociaux. Assurance maladie, retraites, chômage, statut de la fonction publique, aides au logement, services publics, redistribution... La protection est au cœur de notre contrat social. Cette logique a un revers : on investit souvent plus d'énergie à préserver les équilibres existants qu'à préparer les transformations futures ; on protège davantage les statuts que les trajectoires ; on indemnise le chômage mieux qu'on ne fluidifie l'accès aux nouvelles compétences ; on défend les acquis professionnels, mais l'adaptation aux mutations technologiques n'apparaît pas comme la priorité... La France valorise l'égalité et la continuité de l'État et les réformes perçues comme risquées ou brutales rencontrent rapidement une forte résistance sociale. Cela ralentit les adaptations nécessaires aux défis du monde de demain. Or protéger les systèmes actuels coûte cher, ce qui réduit les marges pour préparer l'avenir. Parallèlement, un pays qui préparerait sans protéger pourrait devenir extrêmement inégalitaire. Alors comment protéger et préparer en même temps ? Cela suppose de changer de paradigme et de logique sociale et cela ne peut hélas se faire que sur le long terme. Le défi est de créer une société où on peut entreprendre sans risquer la ruine ; où perdre un emploi n'est pas un drame parce que le marché est dynamique, où changer de métier à 45 ans reste possible ; où l'échec n'exclut pas. Cela suppose aussi de répartir les efforts demandés dans le temps et sur tout le monde, afin de les rendre acceptables.

Longtemps, l'effort était lié à une idée de progression, aujourd'hui, il n'apparaît plus comme une promesse crédible, mais comme une simple adaptation à une dégradation continue. Si une société peut supporter longtemps des déficits budgétaires, elle supporte beaucoup plus difficilement un déficit d'espérance.

Alors, l'effort a-t-il encore un sens s'il n'ouvre plus d'avenir ? Comment lui redonner du sens et l'inscrire dans un projet collectif crédible ?

Réponse le jeudi 28 août lors de la plénière : « Peut-on encore parler d'effort ? »

► [Plus d'infos sur laref.org](https://laref.org)